



NOUVELLE SÉRIE

BRÉSIL



D 2238 • Br33
16-31 juillet 1998

MOTS-CLEFS

Faim
Milieu rural
Justice sociale
Rôle des Église
Église-État

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

SÉCHERESSE ET FAMINE DANS LE NORDESTE DE LA CAMPAGNE AUX DÉPÔTS D'ORDURE

Le phénomène climatique connu sous le nom de El Niño a entraîné une très grave sécheresse dans le Nordeste brésilien. Toutefois, beaucoup pensent qu'on ne peut en rester simplement à une explication purement climatique. La destruction des ressources en eau, due à des pratiques agricoles inadaptées, serait un des facteurs favorisant la sécheresse, sans compter ceux qui, entrepreneurs ou hommes politiques, savent trop bien utiliser ce

que l'on appelle "l'industrie de la sécheresse" pour toucher des subsides du gouvernement fédéral ou de leur État. Comme d'habitude, les plus démunis payent davantage le prix d'une telle situation que les autres. Beaucoup doivent quitter la campagne pour aller trouver d'autres conditions de vie précaire dans les villes. Cet article, écrit de João Pessoa par Kathleen Bond, est paru dans Noticias Aliadas, 11 juin 1998.

La vie n'a jamais été facile pour Benedita Alves da Silva. Elle vivait avec sa famille dans une petite maison à Tenora, localité de l'État de Paraíba dans le Nordeste, où elle vendait des légumes au marché local.

Les choses commencèrent à être difficiles quand son époux tomba malade, mais ce ne fut rien en comparaison des problèmes qu'apporta la sécheresse qui a affecté toute la région du Nordeste du Brésil.

Selon un rapport gouvernemental, émis fin avril, le Nordeste affronte la pire sécheresse du siècle et 10 millions de personnes risquent de mourir de faim.

Se retrouvant sans récolte, ni eau, ni travail, des milliers de familles ont abandonné les champs de Paraíba et se sont dirigées vers les villes. Elles sont ainsi venues grossir la masse des chômeurs et exercer une pression toujours plus forte sur des services publics déjà surchargés.

Sans autre lieu où aller, Alves, son époux Jonas da Silva et leurs enfants ont échoué dans la décharge de João Pessoa, la capitale du Paraíba.

Alves raconte : "Nous survivions jusqu'à

ce que mon mari tombe malade des poumons, ce qui a nécessité des médicaments et un traitement onéreux. Pour pouvoir le payer, nous avons vendu notre maison et nous sommes devenus locataires. Les loyers étaient légers et nous arrivions à les payer en vendant une petite portion de notre récolte de maïs et de haricots."

Elle ajoute "Alors il y a eu la sécheresse et nous avons perdu toute notre récolte. Après avoir tant travaillé, tout s'est terminé. Nous ne pouvions même plus payer 50 centavos pour acheter de l'eau, nous la tirions d'un puits provisoire installé dans la cour. Mais, très vite, il s'est asséché lui aussi. On ne peut rien faire sans eau, c'est pour ça qu'on est parti. J'ai un oncle ici, à la décharge, c'est pour ça qu'on est venu là." L'oncle d'Alves aida les nouveaux arrivants à monter leur maison avec du carton et des bouts de bois, et il montra à l'époux et aux aînés d'Alves les trucs pour fouiller la décharge et pour y trouver quelque chose de valeur.

Alves ajoute "Tout ce que vous voyez ici nous l'avons tiré de la décharge. Le mieux

qu'on ait trouvé, c'est un matelas que nous avions lavé et séché. Nous mangeons de la nourriture que nous trouvons dans les ordures. Mon époux, Jonas et les aînés se lèvent à 5 heures du matin et ne reviennent pas avant 8 heures du soir. Ils essayent de trouver des "trésors" pour la maison, des aliments encore mangeables, des bouts de métal, du verre et du plastique pour les vendre aux usines de recyclage. Mais c'est dur, il y a beaucoup de monde à la décharge, qui fait la même chose que nous."

Les gens du Nordeste envahissent les autres villes de la région, comme Recife, la capitale du Pernambuco ainsi que Rio de Janeiro et São Paulo, dans le sud.

Le chômage grandissant complique encore plus la vie des exilés de la sécheresse, et celle des Brésiliens en général. Bien qu'officiellement, le chômage ait augmenté en passant de 5,7 % en décembre 1997 à 7,4 % en mai de cette année, les économistes affirment que les chiffres du gouvernement ne reflètent pas la réalité.

À São Paulo, la ville la plus grande du Brésil, le chômage atteint 17,2 %, selon un

rapport récent de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB).

Les évêques ont également signalé que l'année passée, 1,6 million d'emplois ont disparu dans le monde rural, une situation que la sécheresse a encore empirée.

Maria Valéria Rezende, sociologue de João Pessoa, affirme: "Le taux de chômage officiel de 7,4 % n'évoque rien. C'est au moins 80% de la population du Nordeste qui est au chômage ou sous-employée. À la campagne, les seuls qui ont vraiment un travail sont du secteur public. Les paysans travaillent seulement la moitié de l'année car il n'y a pas d'irrigation. Pendant les six autres mois, beaucoup dépendent de l'aide familiale. C'est pour cela que la sécheresse a eu un impact si important au Paraíba." Paraíba est l'État le plus pauvre du Brésil, avec 47 % de sa population de 3,2 millions d'habitants qui vit dans la pauvreté. D'après l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, 1,1 million d'habitants de Paraíba n'ont pas de revenus, 387 599 gagnent moins de 60 dollars mensuels, la moitié du salaire minimum, et 463 292 reçoivent entre 60 et 120 dollars mensuels.

Pour le moment, le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso a annoncé une série de mesures destinées à aider la population touchée par la sécheresse.

Il a déclaré, le 3 juin dernier, qu'il affectait 2 milliards de dollars pour combattre les effets de la sécheresse dans le Nordeste et pour des projets qui seront développés par les ministères de la réforme agraire, de l'environnement et du travail.

Le gouvernement espère que cet afflux d'argent, spécialement pour la réforme agraire, amènera une trêve avec le Mouvement des travailleurs sans terre (MST), qui a protesté contre la négligence gouvernementale dans l'aide accordée à la population du Nordeste. Le MST a défendu le droit des paysans affamés à piller les supermarchés et les entrepôts de l'État.

La hiérarchie catholique et les leaders des autres Églises ont adopté la même ligne. Mgr Marcelo Pinto Carvalheira, archevêque de João Pessoa, a affirmé qu'"une personne pauvre et déposée de tout a le droit de voler de la nourriture pour manger".

La position de l'Église catholique a obligé le gouvernement à accélérer ses plans de distribution de milliers de paniers de nourriture aux familles du Nordeste.

Le Rév. Huberto Kirchleim, président de l'Église évangélique de Confession luthérienne du Brésil, invite les Brésiliens "à transformer le désert en réserve d'eau" grâce à un programme d'urgence initié par son Église et intitulé "J'avais soif".

Le programme prévoit de construire 50 petits réservoirs d'eau et 50 puits dans le Nordeste pour alléger cette sécheresse et celles qui sont à venir.

La région a connu au moins 40 sécheresses graves (la dernière date de 1993) depuis que les conquistadors portugais sont arrivés, il y a 500 ans.

Kirchleim a demandé à Cardoso d'"adopter des mesures efficaces pour combattre la sécheresse et pour que cessent ces calamités de la faim et de la soif dans le Nordeste".

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

LES ÉVÊQUES BRÉSILIENS SE FONT ENTENDRE

Pillage de supermarchés

Le 23 avril 1998, dans une interview à la presse, Mgr Marcelo Pinto Carvalheira, archevêque de Paraíba et membre de la Commission épiscopale de pastoral (CEP) de la CNBB, a fait allusion à ce sujet. Ce fut le thème principal des journaux le 24. Mgr Orlando Dotti, évêque de Vacaria (RS), dans une interview à la presse a réaffirmé la position de Mgr Marcelo Pinto Carvalheira expliquant que l'Église ne pousse pas à l'occupation des terres ou au pillage de supermarchés. D'après lui, saint Thomas d'Aquin a écrit et la doctrine sociale de l'Église prévoit également, qu'en cas d'extrême nécessité, les choses sont communes. Par exemple, dit l'évêque de Vacaria, l'action de l'Église quand elle défend la réforme agraire, consiste à faire pression sur le gouvernement pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes sociaux. Quant au fait que le gouvernement ait envoyé des soldats pour combattre les pillages qui ont eu lieu dans les supermarchés du Maranhão, l'année passée, l'évêque de Vacaria dit que l'idéal aurait été d'y envoyer ces soldats avec des paniers de nourriture pour apaiser la faim de ces familles.

Noticias, Boletim semanal da CNBB, 30 avril 1998

Voler pour manger

La Conférence [des évêques brésiliens] qui a critiqué la lenteur des actions sociales du gouvernement, a envoyé un document au président Fernando Henrique Cardoso pour réclamer qu'une aide urgente soit apportée aux familles menacées de faim dans le Nordeste. La misère est de la responsabilité du gouvernement, a précisé Mgr Dotti.

Cette position a été également adoptée par des évêques considérées comme conservateurs, que l'on suppose peu portés sur les questions sociales et les critiques adressées au gouvernement, au contraire de Mgr Dotti, membre connu du courant progressiste du clergé brésilien. Les évêques considérés comme conservateurs ou modérés comme Amaury Castanho, qui intervient dans la périphérie de São Paulo, ont confirmé que "voler pour manger, lorsqu'on a faim" est admis par la doctrine chrétienne et que, en cas d'extrême nécessité, les biens deviennent communs.

IPS, Rio de Janeiro, 25 avril 1998



Directeur de la publication/Rédacteur en chef : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18